CHS Novillars

Besançon, le 11 octobre 2022

Solidarité avec la révolte en Iran !



Depuis maintenant un mois, dans tout le pays, la population insurgée affronte une dictature féroce. Les morts se comptent par dizaines, les arrestations par milliers. Le 16 septembre, lors d'une arrestation par la police des mœurs au prétexte qu'une mèche de cheveux dépassait de son voile, une jeune femme, Mahsa Jina Amini, a été tuée au poste de police, ce qui a déclenché une révolte nationale.
De jeunes femmes d'abord, qui se sont dressées les premières contre le pouvoir, suivies de tous ceux dont les colères se sont accumulées en plus de quarante ans de dictature : minorités nationales, jeunesse, monde du travail et même des couches jusque-là privilégiées de l'Iran. Après l'explosion sociale cet été au Sri Lanka, ce qui se passe en Iran annonce d'autres tempêtes sociales.

« Femme, vie, liberté »

C'est le slogan des insurgées, scandé sous les balles dans les manifestations, et jusqu'ici en France lors des manifestations de soutien. Par dizaines de milliers, elles ont décidé que personne ne déciderait à leur place comment elles doivent s'habiller, ni surtout, ne leur dirait quoi faire de leur vie. De nombreux hommes, jeunes et anciens, se sont joints à leur combat.

Dès lors, cette déferlante révolutionnaire des femmes a révélé tout le courage des milieux populaires, l'inventivité d'une jeunesse à contrer la répression, contourner la censure, la solidarité de nombreux commerçants qui ferment leurs magasins, du Kurdistan jusqu'à Téhéran, la capitale. Les tirs à balles réelles des voltigeurs à moto dans les quartiers ouvriers et les bidonvilles, les arrestations et les tortures, rien n'arrête pour le moment ce soulèvement.

Les insurgées et leurs compagnons de lutte ne s'en prennent pas à la religion, mais à son clergé chiite, son hypocrisie qui laisse les brimades aux pauvres et la liberté aux gens bien nés. Ils luttent aussi contre l'inflation de plus de 60 % qui dévore des salaires de misère, souvent impayés, contre les privilèges et la corruption, pour le droit aux études et à la santé, une vie digne pour les anciens et la fin de la pauvreté.

Samedi 8 octobre les manifestations ont redoublé. Les premiers appels à la grève nous parviennent, et les travailleurs des raffineries d'Abadan, secteur stratégique, car l'Iran est un grand pays producteur de pétrole et de gaz, ont paralysé la moitié des sites. Les travailleurs commencent à entrer sur la scène politique sur leurs lieux de travail. Le bazar de Téhéran, le grand centre où se font toutes les affaires et les échanges, était fermé. Les gouvernements occidentaux regardent cela avec inquiétude, car ils savent que les mobilisations qui font tomber des régimes peuvent donner des idées ailleurs.

Nous sommes toutes et tous concernés

Alors une révolution ? Les nantis et mollahs de là-bas comme les nantis et gouvernants bien de chez nous semblent le craindre. Il semble que des voix officielles s'interrogent sur négocier plutôt que réprimer… Trop tard : du côté de la base de la société, il s'agit de renverser ce régime, de tourner la page.

Oui, bien sûr, les printemps arabes il y a dix ans ont été suivis de contre-révolutions. Et c'est une autre révolution qui avait renversé, en 1979, la dictature du Shah pour aboutir à celle de Khomeini et des mollahs, faute d'autres perspectives ouvertes par la gauche iranienne et les organisations ouvrières. Alors les périls sont grands, mais comme le clament les Iraniennes et Iraniens insurgés, *« nous n'avons rien à perdre »*.

Les étincelles qui couvaient sous les cendres ressurgissent ces derniers mois de par le monde, et l'incendie social menace plus que jamais les puissants.

Le pouvoir iranien pensait s'en sortir par les mensonges de sa propagande, les balles ne suffisant visiblement pas. Mais lors du journal télévisé du 9 octobre, vu par des millions d'Iraniens, une intervention vantant le Grand Guide Suprême a été coupée par de jeunes hackers, appelant au renversement du régime et dénonçant la répression.

Rien ne se passe comme prévu pour la dictature, tout devient possible, c'est aussi à cela qu'on reconnaît parfois les révolutions.

Ras-le-bol

À Épidaure, le poste d'infirmière de nuit n'est toujours pas remplacé. Notre collègue est partie, car elle devait intervenir sans cesse à la MAS dans des conditions très insécurisantes. Cette situation perdure depuis des années dans l'indifférence de la direction. En attendant, nous devons faire les nuits, ce qui dégrade encore un peu plus nos conditions de travail et de santé.

Conditions dégradées

Au Colombier, nous avons travaillé tout l'été avec une infirmière en moins en raison d'un arrêt maladie, cette situation peut perdurer jusqu'à fin novembre.

Nous faisons des semaines de 50 voire 60 heures et parfois neuf weekends d'affilée. Interpellé sur ces conditions de travail totalement illégales, l'encadrement répond qu'il y a déjà trop de problèmes d'effectif… et garde la tête dans le sable.

Ça ne s'arrange pas à la MAS

La MAS accueille des patients de plus en plus difficiles et les effectifs sont largement insuffisants pour les prises en charge. À tel point que les équipes, après qu'un agent ait été frappé récemment, ont dû poser un péril imminent. La direction ne fait rien pour pallier ce problème qui dure depuis des années.

Vie chère, urgence climatique, retraites : saisissons-nous de la marche du 16 octobre !

Personne n'est épargné par la politique macroniste qui dégrade nos revenus, nos conditions de travail et le droit fondamental de toutes et tous à une vie digne.

Les attaques contre l'assurance chômage et les retraites sont les derniers épisodes de cette politique qui consiste à faire payer au peuple les cadeaux faits aux nanti.e.s. Sans jamais mettre à contribution les actionnaires et leurs super-profits, le gouvernement fait porter tout le poids de la crise sur le dos des travailleuses et travailleurs.

Cette situation ne peut plus durer. Les actions se multiplient dans de nombreux secteurs. Nos luttes sont le rapport de force indispensable face à cette politique. Ne comptons que sur nous-mêmes ! L'appel à une grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique à Paris le dimanche 16 octobre s'inscrit dans la continuité des mobilisations.

Participons à cette marche pour amplifier la mobilisation contre la politique de Macron et exiger tout de suite et partout l'augmentation générale des salaires !

Raffineries en grève

Plusieurs raffineries de pétrole et dépôts sont en grève pour des augmentations de salaire. Leurs issues sont bloquées par des grévistes. Les files d'attente s'allongent aux stations service et petit à petit tout le pays est touché par les pénuries d'essence.

C'est bien gênant de ne pas pouvoir faire le plein de son véhicule. Pourtant notre soutien à la grève doit être total (sans mauvais jeu de mot). D'autant que le gouvernement demande la réquisition des grévistes alors que TotalEnergies annonce un bénéfice de 16 milliards de dollars en 2021.

On se déplacera peut-être à pied ou à vélo, mais vive la grève des raffineurs !

Des moyens pour le service public !

Après avoir dégradé nos conditions de travail, la direction a annoncé par une note de service son intention de mettre en place un groupe de travail sur l'attractivité du CHN.

Insuffisance de personnel dans les unités, bascules à répétition, remplacement des postes de nuit vacants, journées de repos faisant moins de 36 heures, travail sur repos… La liste est longue. Si la direction s'imagine qu'un peu de mousse et un groupe de travail vont nous endormir, elle se met le doigt dans l'œil. Ça va péter !

Toujours plus de départs

Depuis quelques mois, beaucoup d'infirmiers et d'infirmières quittent l'hôpital. Ni l'encadrement ni la direction ne veulent se demander pourquoi. À croire que ça les arrange. Pas plus qu'ils ne se positionnent au vu du peu de postulants. Quinze lits sont gelés pour permettre au personnel de souffler, mais cela ne résoudra pas le problème de fond.

Droit de retrait au CHR d'Orléans

Pour la sixième fois depuis le début de l'année, les infirmières diplômées d'État et aides-soignantes du service des urgences du CHR d'Orléans ont exercé leur droit de retrait. Toujours pour la même raison : pas assez de personnel. Le problème concerne tous les hôpitaux et toue la santé.

C'est donc bel et bien à une lutte d'ensemble qu'il faut se préparer.

Pour prendre contact : cbnpa25@gmail.com

Ipns, ne pas jeter sur la voie publique